

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 889

[2003/200289]

6 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2002 portant exécution de l'article 143 du Code wallon du Logement dans le cadre des opérations de fusion ou de restructuration approuvées par le Gouvernement wallon en sa séance du 18 octobre 2001

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, notamment les articles 126, 138, 143 et 145 dudit Code;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 143 du Code wallon du Logement dans le cadre des opérations de fusion ou de restructuration approuvées par le Gouvernement wallon en sa séance du 18 octobre 2001, notamment les articles 2 à 11;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 janvier 2003;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 18 novembre 2002;

Vu l'urgence motivée par la nécessité pour les sociétés de logement de service public qui ont entamé certaines démarches visant à la mise en œuvre de la décision du Gouvernement wallon du 18 octobre 2001 de connaître au plus vite les principes modifiés qui régiront l'obtention d'une indemnisation sur la base de l'article 143 du Code wallon du Logement, dans la mesure où :

— les sociétés ont un intérêt financier à connaître ces principes modifiés avant de concrétiser les opérations engagées;

— le nouvel agrément des sociétés de logement de service public, avec effet au 1^{er} janvier 2003, doit garantir une implantation optimale desdites sociétés, laquelle implantation optimale résulte notamment de la mise en œuvre de la décision du Gouvernement wallon susvisée;

— le Code des sociétés impose certains délais pour la concrétisation des opérations de fusion une fois que certaines démarches ont été entamées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 janvier 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2002, il est ajouté un point 7^o dont le contenu est le suivant :

« 7^o logements : les logements effectivement concernés déterminés par la Société wallonne, sans prise en compte des logements reçus ou cédés dans le cadre d'opérations réalisées qui ne respectent pas les conditions prévues à l'article 3. »

Art. 2. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2002 susvisé, sous le point 1^o, les points *b*) et *c*) sont modifiés comme suit :

« *b*) soit être une société qui, dans le cadre des opérations de restructuration, reçoit du patrimoine d'une ou plusieurs autres sociétés et qui suite à la réalisation de l'ensemble des opérations de restructuration qui la concerne a un nombre d'équivalents temps plein concernés (X), déterminé conformément au principe posé ci-après, supérieur à zéro.

X = Nombre d'équivalents temps plein engagé, déterminé sur une base annuelle, en raison de la réalisation des opérations de restructuration, par la société et issu d'une ou plusieurs autres sociétés de logement concernées par une opération de restructuration, depuis la date de première prise en gestion du patrimoine jusqu'aux 31 décembre des trois années qui suivent la dernière prise en gestion de patrimoine, sans que cette valeur excède un maximum de $(1,5 * \text{le nombre de logements reçus})/100$. X est arrondi conformément à l'article 5, § 1^{er}, 2^o, dernier alinéa;

c) soit être une société qui, dans le cadre des opérations de restructuration, cède du patrimoine à une ou plusieurs autres sociétés et qui suite à la réalisation de l'ensemble des opérations de restructuration qui la concerne a un nombre d'équivalents temps plein concernés (X), déterminés conformément au principe posé ci-après, supérieur à zéro.

X = $((1,5 * \text{le nombre de logements cédés})/100)$ — le nombre d'équivalents temps plein transféré, déterminé sur une base annuelle, en raison de la réalisation des opérations de restructuration, à une autre société concernée par une opération de restructuration, depuis la date de première cession de gestion du patrimoine jusqu'aux 31 décembre des trois années qui suivent la dernière cession de gestion de patrimoine. X est arrondi conformément à l'article 5, § 1^{er}, 2^o, dernier alinéa ».

Au même article, sous le point 2^o, avant les mots « les dettes y afférentes » sont insérés les mots « la part non amortie des subsides en capital et » et les mots « sur base de la situation bilantaire » sont remplacés par les mots « sur la base de la situation bilantaire ».

Au même article, sous le point 5^o, la phrase suivante est ajoutée : « la demande d'octroi d'indemnisation introduite ne peut être antérieure à la date à laquelle tous les actes authentiques organisant le transfert de patrimoine ont été signés ».

Art. 3. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2002 précité, au § 1^{er}, au point 1°, le mot « annuelle » est ajouté après le mot « demande » et les mots « , et pour la première fois au 31 décembre de l'année du transfert du patrimoine » sont supprimés.

Au même paragraphe, au point 2, les mots « étant entendu que 100 logements transférés ou reçus donnent droit à 1,5 équivalent temps plein concerné » sont remplacés par les mots « tel qu'il est déterminé à l'article 3, 1°, b ou c ».

Au même paragraphe, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« En tous cas, le nombre d'équivalents temps plein concernés effectivement pris en compte est arrondi au centième inférieur ou au centième supérieur selon que le chiffre des millièmes est inférieur ou non à cinq ».

Art. 4. A l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2002 précité, le second alinéa est modifié comme suit :

« La Société wallonne accorde, dans ce dernier cas, un prêt à annuités constantes d'une durée et à un taux préférentiel déterminés par le Ministre ayant le Logement dans ses attributions, à la société cessionnaire et ce, à concurrence d'une somme égale à la valeur de transfert. La Région assure la prise en charge du différentiel d'intérêt supporté par la Société wallonne ».

Art. 5. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2002 précité, le second alinéa est modifié comme suit :

« La Société wallonne accorde, dans ce dernier cas, un prêt à annuités constantes d'une durée et à un taux préférentiel déterminés par le Ministre ayant le Logement dans ses attributions, à la société cédante et ce, à concurrence d'une somme égale à la valeur de transfert. La Région assure la prise en charge du différentiel d'intérêt supporté par la Société wallonne ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 février 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 889

[2003/200289]

6. FEBRUAR 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2002 zur Durchführung von Artikel 143 des Wallonischen Wohngesetzbuches im Rahmen der von der Regierung in ihrer Sitzung vom 18. Oktober 2001 genehmigten Fusions- oder Umstrukturierungsmaßnahmen.

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 126, 138, 143 und 145 des besagten Gesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2002 zur Durchführung von Artikel 143 des Wallonischen Wohngesetzbuches im Rahmen der von der Regierung in ihrer Sitzung vom 18. Oktober 2001 genehmigten Fusions- oder Umstrukturierungsmaßnahmen, insbesondere der Artikel 2 bis 11;

Aufgrund des am 4. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. Januar 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 18. November 2002 abgegebenen Gutachtens der «Société wallonne du Logement» (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet dadurch, dass die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die bestimmte Schritte zur Durchführung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2001 eingeleitet haben, möglichst schnell die abgeänderten Grundsätze kennen müssen, die für die Erlangung einer Entschädigung aufgrund von Artikel 143 des Wallonischen Wohngesetzbuches gelten werden, insofern:

— die Gesellschaften ein finanzielles Interesse daran haben, diese abgeänderten Grundsätze zu kennen, bevor sie die getroffenen Maßnahmen konkretisieren;

— die neue Zulassung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes mit Wirkung auf dem 1. Januar 2003 eine optimale Standortwahl für die besagten Gesellschaften gewährleisten muss und sich diese optimale Standortwahl nämlich von der Durchführung des vorerwähnten Beschlusses der Wallonischen Regierung ergibt;

— das Gesetzbuch über die Gesellschaften bestimmte Fristen für die Konkretisierung der Fusionsmaßnahmen nach der Einleitung bestimmter Schritte auferlegt;

Aufgrund des am 28. Januar 2003 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens;

Nach Beratung,

Besluit :

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2002 wird ein Punkt 7° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«7° Wohnungen: die tatsächlich betroffenen Wohnungen, die von der Wallonischen Gesellschaft bestimmt werden, ohne Berücksichtigung der Wohnungen, die im Rahmen von Maßnahmen, bei denen die in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen nicht eingehalten wurden, erhalten oder abgetreten wurden.»

Art. 2 - In Artikel 3 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2002 werden die Punkte *b*) und *c*) unter Punkt 1° wie folgt abgeändert:

«*b*) entweder eine Gesellschaft sein, die im Rahmen der Umstrukturierungsmaßnahmen Vermögensgüter einer oder mehrerer anderer Gesellschaften erhält und infolge der Durchführung der gesamten Umstrukturierungsmaßnahmen, die sie betreffen, eine Anzahl betroffener Vollzeiteinheiten (X) hat, die nach dem folgenden Prinzip berechnet wird und höher als null ist.

X = die auf jährlicher Basis bestimmte Anzahl Vollzeiteinheiten, die vom Datum der ersten Übernahme der Vermögensverwaltung bis zum 31. Dezember der drei Jahre, die auf die letzte Übernahme der Vermögensverwaltung folgen, aufgrund der Durchführung der Umstrukturierungsmaßnahmen durch die Gesellschaft angestellt werden und aus einer oder mehrerer anderer von einer Umstrukturierungsmaßnahme betroffener Wohnungsbaugesellschaften stammen, ohne dass dieser Wert die Höchstzahl von $(1,5 * \text{Anzahl erhaltener Wohnungen}) / 100$ überschreitet, wobei X gemäß Artikel 5, § 1, 2°, letztem Absatz auf- bzw. abgerundet wird;

c) oder eine Gesellschaft sein, die im Rahmen der Umstrukturierungsmaßnahmen einer oder mehreren anderen Gesellschaften Vermögensgüter abtritt und infolge der Durchführung der gesamten Umstrukturierungsmaßnahmen, die sie betreffen, eine Anzahl betroffener Vollzeiteinheiten (X) hat, die nach dem folgenden Prinzip berechnet wird und höher als null ist.

$X = ((1,5 * \text{Anzahl abgetretener Wohnungen}) / 100)$ - die auf jährlicher Basis bestimmte Anzahl Vollzeiteinheiten, die vom Datum der ersten Übernahme der Vermögensverwaltung bis zum 31. Dezember der drei Jahre, die auf die letzte Übernahme der Vermögensverwaltung folgen, aufgrund der Durchführung der Umstrukturierungsmaßnahmen auf eine andere von einer Umstrukturierungsmaßnahme betroffene Wohnungsbaugesellschaft übertragen wurde. X wird gemäß Art 5, § 1, 2°, letztem Absatz auf- bzw. abgerundet.»

Im selben Artikel unter Punkt 2° wird der Wortlaut «dem nicht abbeschriebenen Teil der Kapitalzuschüsse und» vor dem Wortlaut «den diesbezüglichen Schulden» eingefügt und in der Französischen Fassung wird der Wortlaut «sur base de la situation bilantaire» durch den Wortlaut «sur la base de la situation bilantaire» ersetzt.

Im selben Artikel wird der folgende Satz unter Punkt 5° hinzugefügt: «der Antrag auf eine Entschädigung darf nicht vor dem Datum, an dem alle authentischen Urkunden zur Organisation der Vermögensübertragung unterzeichnet sind, eingereicht werden.»

Art. 3 - In Artikel 5 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2002 wird der Wortlaut «jährlichen» vor dem Wortlaut «Antrags» eingefügt und der Wortlaut «und zum ersten Mal am 31. Dezember des Jahres der Vermögensübertragung» in § 1, Punkt 1° gestrichen.

Im selben Paragraph wird der Wortlaut «wobei vorausgesetzt wird, dass 100 übertragene oder erhaltene Wohnungen Anspruch auf 1,5 betroffene Vollzeiteinheiten geben» in Punkt 2 durch den Wortlaut «sowie diese in Artikel 3, 1°, *b* oder *c* berechnet wird» ersetzt.

Im selben Paragraph wird der letzte Absatz durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Auf jeden Fall wird die tatsächlich berücksichtigte Anzahl der betroffenen Vollzeiteinheiten auf das nächste Hundertstel ab- bzw. aufgerundet, je nachdem die Tausendstelstelle unter fünf liegt oder nicht.»

Art. 4 - In Artikel 7 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2002 wird der zweite Absatz wie folgt abgeändert:

«In diesem Fall bewilligt die Wallonische Gesellschaft der übernehmenden Wohnungsbaugesellschaft ein Darlehen, dessen Betrag dem Übertragungswert entspricht, in gleichbleibenden Annuitäten und zu einem vergünstigten Zinssatz, der von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, bestimmt wird. Die Region übernimmt die Kosten der von der Wallonischen Gesellschaft getragenen Diskrepanz zwischen den Zinssätzen.»

Art. 5 - In Artikel 8 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2002 wird der zweite Absatz wie folgt abgeändert:

«In diesem Fall bewilligt die Wallonische Gesellschaft der abtretenden Wohnungsbaugesellschaft ein Darlehen, dessen Betrag dem Übertragungswert entspricht, in gleichbleibenden Annuitäten und zu einem vergünstigten Zinssatz, der von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, bestimmt wird. Die Region übernimmt die Kosten der von der Wallonischen Gesellschaft getragenen Diskrepanz zwischen den Zinssätzen.»

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Februar 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 889

[2003/200289]

6 FEBRUARI 2003. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 143 van de Waalse Huisvestingscode in het kader van de fusie- of herstructureringsverrichtingen die door de Waalse Regering tijdens de vergadering van 18 oktober 2001 werden goedgekeurd.**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 126, 138, 143 en 145 van deze Code;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 143 van de Waalse Huisvestingscode in het kader van de fusie- of herstructureringsverrichtingen die door de Waalse Regering tijdens de vergadering van 18 oktober 2001 werden goedgekeurd, inzonderheid op de artikelen 2 tot en met 11;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 december 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 januari 2003;

Gelet op het advies van de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 18 november 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door de noodzaak voor de openbare huisvestingsmaatschappijen die bepaalde stappen hebben gezet met het oog op de uitvoering van de beslissing van de Waalse Regering van 18 oktober 2001 om zo spoedig mogelijk de gewijzigde beginselen te kennen die de procedure regelen voor het krijgen van een vergoeding op grond van artikel 143 van de Huisvestingscode, aangezien :

— de maatschappijen er financieel belang bij hebben om die gewijzigde beginselen te kennen vóór ze de in gang gezette verrichtingen concretiseren;

— de nieuwe erkenning van de openbare huisvestingsmaatschappijen met ingang van 1 januari 2003 een optimale verspreiding van die maatschappijen moet garanderen, en die optimale verspreiding meer bepaald uit de uitvoering van bovenvermelde beslissing van de Waalse Regering voortvloeit;

— de Huisvestingscode bepaalde termijnen oplegt voor de concretisering van de fusieverrichtingen zodra bepaalde stappen zijn gezet;

Gelet op het advies van de Raad van State uitgebracht ingevolge artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2002 wordt een punt 7 toegevoegd, luidend als volgt :

« 7° woningen : de daadwerkelijk betrokken woningen die door de « Société wallonne » bepaald zijn, zonder woningen in rekening te brengen die verkregen of afgestaan zijn in het kader van verrichtingen die zijn doorgevoerd zonder naleving van de voorwaarden bepaald in artikel 3. »

Art. 2. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2002 zoals bovenbedoeld, worden de punten *b*) en *c*) onder punt 1° als volgt gewijzigd :

« *b*) ofwel een maatschappij zijn die in het kader van de herstructureringsverrichtingen uit het vermogen van één of verschillende andere maatschappijen en die ten gevolge van de doorvoering van alle herstructureringsverrichtingen die op haar betrekking hebben, een aantal betrokken voltijds equivalente arbeidsplaatsen (X), bepaald overeenkomstig het hierna gestelde beginsel, heeft dat hoger is dan nul.

X = In dienst genomen aantal voltijds equivalenten, door de maatschappij bepaald op jaarbasis, op grond van de doorvoering van de herstructureringsverrichtingen, en voortvloeiend uit één of verschillende andere huisvestingsmaatschappijen die een herstructureringsverrichting ondergingen, sinds de datum waarop het vermogen voor het eerst in beheer is genomen tot en met elke 31 december van de drie jaren volgend op de laatste inbeheername van het vermogen, zonder dat die waarde een maximum van $(1,5 * \text{het aantal gekregen woningen})/100$ mag overschrijden. X wordt afgerond overeenkomstig artikel 5, § 1, 2°, laatste lid;

c) ofwel een maatschappij zijn die in het kader van de herstructureringsverrichtingen vermogen afstaat aan één of verschillende andere maatschappijen en die ten gevolge van de doorvoering van alle herstructureringsverrichtingen die op haar betrekking hebben, een aantal betrokken voltijds equivalente arbeidsplaatsen (X), bepaald overeenkomstig het hierna gestelde beginsel, heeft dat hoger is dan nul.

X = $(1,5 * \text{aantal afgestane woningen})/100$ — het aantal voltijds equivalenten dat op jaarbasis bepaald is op grond van de doorvoering van de herstructureringsverrichtingen en overgeheveld is naar een andere maatschappij die een herstructureringsverrichting onderging, sinds de datum waarop het beheer van het vermogen voor het eerst is afgestaan tot en met elke 31 december van de drie jaren volgend op de laatste afstand van het beheer van het vermogen. X wordt afgerond overeenkomstig artikel 5, § 1, 2°, laatste lid. »

In hetzelfde artikel worden onder punt 2°, voor de woorden « de daaraan verbonden schulden » de woorden ingevoegd : « het niet-afgeschreven gedeelte van de kapitaalsubsidies » en in het Frans worden de woorden « sur base de la situation bilantaire » vervangen door de woorden « sur la base de la situation bilantaire. »

In hetzelfde artikel wordt onder punt 5° volgende zin toegevoegd : « De ingediende aanvraag tot toekenning van de vergoeding mag niet van een vroegere datum zijn dan de datum waarop alle authentieke akten waarbij de vermogensovergang geregeld wordt, ondertekend zijn. »

Art. 3. In artikel 5 van het voormelde besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2002 wordt in § 1, onder punt 1°, het woord « jaarlijkse » ingevoegd voor het woord « aanvraag » en de woorden « en, voor de eerste keer, op 31 december van het jaar waarin de overgang van vermogen plaatsvindt » worden geschrapt.

In dezelfde paragraaf worden onder punt 2° de woorden « met dien verstande dat 100 overgedragen of gekregen woningen recht geven op anderhalve betrokken voltijdse arbeidsplaats » vervangen door de woorden « zoals bepaald in artikel 3, 1°, *b* of *c* ».

In dezelfde paragraaf wordt het laatste lid vervangen door volgend lid :

« In elk geval wordt het aantal voltijds equivalente arbeidsplaatsen dat in overweging wordt genomen afgerond naar het lagere of het hogere honderdtal al naar gelang het cijfer van de duizendtallen al dan niet vijf bereikt. »

Art. 4. In artikel 7 van het voormelde besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2002 wordt het tweede lid als volgt gewijzigd :

« De « Société wallonne » kent in dat laatste geval aan de overnemende maatschappij een lening in constante annuïteiten toe met een duur en tegen een voorkeurstarif die door de Minister bevoegd voor Huisvesting worden bepaald tegen een som die gelijk is aan de waarde van de overdracht. Het Gewest neemt het door de « Société wallonne » gedragen renteververschil over. »

Art. 5. In artikel 8 van het voormelde besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2002 wordt het tweede lid als volgt gewijzigd :

« De « Société wallonne » kent in dat laatste geval aan de overdragende maatschappij een lening in constante annuïteiten toe met een duur en tegen een voorkeurstarif die door de Minister bevoegd voor Huisvesting worden bepaald tegen een som die gelijk is aan de waarde van de overdracht. Het Gewest neemt het door de « Société wallonne » gedragen renteververschil over. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 februari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 890

[2003/200292]

13 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'article 392bis du Règlement général pour la protection du travail et interdisant l'utilisation d'hexachloroéthane dans la fabrication et la transformation des métaux non ferreux

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2001/91/CE de la Commission du 29 octobre 2001 portant huitième adaptation au progrès technique de l'annexe I de la Directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (hexachloroéthane);

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947 et, notamment son titre III, chapitre II, section I;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 modifiant le Règlement général pour la protection du travail et portant réglementation de l'utilisation d'hexachloroéthane dans la fabrication et la transformation des métaux non ferreux et, notamment, son article 1^{er};

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2001/91/CE de la Commission du 29 octobre 2001 portant huitième adaptation au progrès technique de l'annexe I de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (hexachloroéthane).

Art. 2. A l'article 392bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 modifiant le Règlement général pour la protection du travail et portant réglementation de l'utilisation d'hexachloroéthane dans la fabrication et la transformation des métaux non ferreux, du titre III du Règlement général pour la protection du travail, sont supprimés les mots :

« Sauf :

1° dans les fonderies non intégrées d'aluminium qui produisent des coulées spécialisées en vue d'usage qui exigent des normes élevées de sécurité et de qualité et qui consomment en moyenne moins de 1,5 kg par jour d'hexachloroéthane;

2° pour affiner le grain dans la production des alliages de magnésium AZ81, AZ82 et AZ92. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 février 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET